



LANGUES NATIONALES ET SOUVERAINETÉ DANS UN CONTEXTE À FORTES REVENDICATIONS SOUVERAINISTES : QUELLE PERCEPTION DES MASSES POPULAIRES DE LA VILLE DE OUAHIGOUYA AU BURKINA FASO

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 10-06-2025 / Date de retour d'instruction : 20-06-2025 / Date de publication : 15-07-2025

Abdoulaye DIALLO

Laboratoire de linguistique (LOBOLING)

Université Norbert Zongo de Koudougou (UNZ-K)

abd hala70@yahoo.fr

Résumé : Cet article traite du lien que l'opinion publique de la ville de Ouahigouya au Burkina Faso établit entre langues nationales et souveraineté. L'objectif de l'étude étant de déterminer la conscience que ces masses populaires ont de leur appel pressant au bannissement du français et à la valorisation des langues nationales. A cet effet, nous avons recueilli les avis d'activistes, d'étudiants, de fonctionnaires et d'acteurs du secteur informel. A l'analyse, il ressort clairement qu'il y a à tous les niveaux une volonté affichée de remplacer le français par les langues nationales dans tous les secteurs officiels du pays. Malheureusement, il apparaît que cette envie n'est pas soutenue par une vision claire des enjeux et des exigences nécessaires pour une telle entreprise.

Mots-clés : langues nationales, souveraineté, revendications souverainistes, perception et masses populaires.

NATIONAL LANGUAGES AND SOVEREIGNTY IN A CONTEXT OF STRONG SOVEREIGNIST CLAIMS: WHAT IS THE PERCEPTION OF THE POPULAR MASSES IN THE CITY OF OUAHIGOUYA IN BURKINA FASO?

Abstract : This article deals with the link that public opinion in the city of Ouahigouya in Burkina Faso establishes between national languages and sovereignty. The objective of the study is to determine the awareness that these popular masses have of their urgent call for the banishment of French and the valorization of national languages. To this end, we have collected the opinions of activists, students, civil servants and actors in the informal sector. On analysis, it is clear that there is a clear desire at all levels to replace French with the national languages in all the official sectors of the country. Unfortunately, it appears that this desire is not supported by a clear vision of the challenges and requirements necessary for a given company.

Keywords : national languages, sovereignty, sovereignist demands, perception and popular masses.

Introduction

Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique subsaharienne connaît de grands bouleversements sociopolitiques consécutifs à la récurrente crise sécuritaire que traverse la sous-région. Des groupes armés terroristes s'attaquent régulièrement aux forces de défense et de sécurité, aux symboles de l'Etat ainsi qu'aux populations civiles mettant ainsi à mal l'intégrité territoriale et la cohésion sociale des États touchés. Au Burkina Faso, l'évolution de la crise a eu pour conséquence l'avènement de régimes militaires au pouvoir avec en toile de fond, la montée en force du ressenti anti-« politique » occidentale et la naissance de forts sentiments nationalistes. En effet, imputant l'avènement de cette crise à la politique de la France et ses alliés en Afrique, les voix s'élèvent de plus en plus pour exiger une rupture totale avec les modèles européens de gouvernance pour aller vers une autodétermination totale basée sur les ressources endogènes pour ainsi marquer un tournant décisif dans la quête de la souveraineté nationale. Parmi les revendications portées par les masses populaires figure en bonne place la question de la planification linguistique. Convaincus que « apprendre une langue n'est pas innocent ; c'est apprendre également une autre culture. Chaque langue étant le véhicule d'un ensemble de valeurs culturelles, refuser d'utiliser la langue de l'autre, c'est rejeter en même temps sa culture » (A. Napon 2006, p.32), l'opinion dominante demande, tout simplement de déchoir le français de son statut de langue officielle au profit des langues nationales burkinabé.

Cependant, connaissant la place que le français occupe actuellement dans la vie des burkinabè au quotidien, l'on est en droit de se demander si ceux qui militent pour une telle mesure radicale sont conscients de toutes les implications que peut induire un tel changement. Le présent article qui porte alors sur l'analyse du « rapport langues nationales et souveraineté dans un contexte à fortes revendications souverainistes : quelle perception des masses populaires de la ville de Ouahigouya au Burkina Faso » ? vise à répondre à cette question. A partir d'une telle analyse, nous nous posons la question centrale de savoir quelle est la conscience que l'opinion publique a du rapport langues nationales et souveraineté ? De cette question centrale, découlent trois questions secondaires : que pensent les masses populaires du lien qui existe entre souveraineté d'un pays et la langue officielle qu'il utilise ? Quel modèle de planification linguistique envisagent-elles pour permettre au Burkina Faso d'accéder à la pleine souveraineté ? Quelle est leur perception sur la contribution des langues nationales à la souveraineté entière du pays ? Pour répondre de ces interrogations, nous formulons une hypothèse principale assortie de trois hypothèses secondaires. Alors, comme hypothèse principale, nous émettons que les masses populaires ont une vision ambiguë du lien qu'il y a entre la souveraineté d'un pays et la langue officielle qu'il utilise. En hypothèses secondaires, nous posons successivement que, les masses populaires établissent un lien indéniable entre la souveraineté d'un pays et la langue officielle qu'elle utilise ; elles sont convaincues que la souveraineté du Burkina Faso ne peut se réaliser qu'exclusivement avec les langues nationales et enfin, elles



méconnaissent les rôles que les langues nationales doivent jouer dans les différents secteurs d'activités pour assurer au pays une pleine souveraineté.

Ainsi, l'objectif global de cette étude est de cerner la conscience que les masses populaires ont du lien entre langues nationales et souveraineté. De manière plus spécifique, il s'agit de comprendre ce qu'elles connaissent des enjeux du choix de la langue officielle dans la souveraineté d'un pays, de ce qu'elles pensent être la place des langues nationales dans leur projet d'un Burkina Faso souverain et de quels rôles elles attribuent aux langues nationales dans les différents secteurs de la vie.

1. Cadre théorique et méthodologique

1.1. Cadre théorique

La question de la planification linguistique dans les pays africains nés des indépendances reste d'actualité, car chaque État, déjà multilingue, doit désormais cohabiter avec la langue étrangère du colonisateur. Plusieurs modèles d'aménagements linguistiques sont mis en œuvre, avec à chaque fois, pour ambition de répondre à la fois aux aspirations du peuple et à la vision politique du gouvernement. Malgré tout, les revendications linguistiques ont toujours été présentes dans les mouvements souverainistes depuis l'époque de la décolonisation ; la valorisation des langues locales étant également perçue comme un symbole d'indépendance.

Les travaux de Tost Planet (2019) s'appuyant sur le cas de l'utilisation du français et de l'arabe au Maroc, démontrent que le processus est complexe, et entraîne assez souvent des conflits d'intérêts pouvant aller jusqu'à susciter des tensions internes.

Dans le même ordre d'idées, Grandguillaume (2004), faisant l'analyse de la francophonie en Algérie relève que la politique d'arabisation du pays qui, au départ s'est justifiée par la volonté de réaliser « la face culturelle de l'indépendance » va plus tard également révéler des enjeux idéologiques et économiques. En effet, s'il la cite comme étant un modèle de réforme de politique linguistique réussi, il reconnaît qu'elle a fini également par dévoiler en toile de fond la volonté des arabisants de remplacer les francisants.

Rollo (2020) quant à lui, tout en reconnaissant un caractère oppressif lié à l'utilisation du français comme langue officielle, y trouve surtout un moyen d'émancipation. Pour l'auteur, cette langue apparaît comme un outil neutre qui permet de concilier les diversités culturelles et religieuses. Il y voit également un puissant moyen de réflexion, d'ouverture au reste du monde, ainsi qu'un instrument de conquête des libertés individuelles et collectives.

Mieux, Laroque & Raulet-Marcel (2017) soutiennent que dans le contexte mondial actuel, une approche qui consiste à enseigner le français tout en promouvant les langues locales relèverait surtout d'une stratégie pour rester compétitif sur la scène internationale tout en préservant sa souveraineté.

En définitive, nous observons que la cohabitation entre la langue du colonisateur et les langues locales en Afrique a toujours été entachée par des différends politiques et

idéologiques. Partant de ce constat, notre travail aura le mérite d'aider à comprendre les véritables raisons qui sous-tendent les réformes linguistiques souhaitées par les masses populaires dans le contexte actuel du Burkina Faso.

1.2. *Cadre méthodologie*

Les données utilisées dans le cadre du présent article sont issues d'enquêtes et d'entretiens réalisés auprès de personnes issues de plusieurs sensibilités socioéconomiques de la ville de Ouahigouya. Au nombre de quarante (40), la cible est constituée de huit (8) activistes, de onze (11) étudiants, de onze (11) acteurs du secteur informel et de dix (10) fonctionnaires. Les entretiens ont été menés de manière semi-structurée à partir de questionnaires et de guides d'entretiens pour aider les participants à s'exprimer librement. Cette approche a permis de recueillir des données riches et variées, reflétant les perspectives et expériences des différents groupes socioéconomiques. Les informations ainsi récoltées ont ensuite fait l'objet d'une analyse à la fois quantitative que qualitative.

Tableau 1: Situation des participants à l'étude.

	Oui	Non	Total
Activistes	8	0	8
Etudiants	8	3	11
Acteurs du secteur informel	6	5	11
Fonctionnaires	8	2	10
Total	30	10	40

Source : données issues des entretiens.

2. Résultats

Cette partie est consacrée à la présentation des résultats issus l'analyse des données collectées.

2.1. *Lien entre la souveraineté d'un pays et la langue officielle utilisée*

Il s'agissait pour les enquêtés de se prononcer sur le lien potentiel qu'il y'a entre la langue officielle d'un pays et sa souveraineté.

Tableau 2: Situation entre langue utilisée et souveraineté.

	Oui	Non	Total	% Oui	% Non
Activistes	7	1	8	87,50	1,14
Etudiants	10	1	11	90,91	1,10
Acteurs du secteur informel	11	0	11	100	0,00
Fonctionnaires	9	1	10	90	1,11
Total	37	3	40	92,50	3,24

Source : données issues des entretiens.



La quasi-totalité (92,5%) des personnes enquêtées pensent que le choix de la langue pour assumer les fonctions officielles est un facteur déterminant de la souveraineté d'un pays.

2.2. Rapport entre le français et la souveraineté du pays

A la question de savoir si l'utilisation du français comme langue officielle impacte sur la souveraineté du Burkina Faso, les réponses des participants se présentent comme suit :

Tableau 3: Situation des avis sur les implications du français sur la souveraineté du pays.

	Oui	Non	Total	% Oui	% Non
Activistes	8	0	8	100,00	0,00
Etudiants	8	3	11	72,73	4,13
Acteurs du secteur informel	6	5	11	54,55	9,17
Fonctionnaires	8	2	10	80,00	2,50
Total	30	10	40	75,00	13,33

Source : données issues des entretiens.

Tous les activistes (100%) sont unanimes que l'utilisation du français maintient le pays dans l'asservissement. Les points de vue des étudiants et des fonctionnaires sont proches mais de manière un peu nuancée avec des taux d'adhésion respectifs de 72,73% et de 80%. En revanche, l'opinion des acteurs du secteur informel sur cette question, apparaît plus ou moins équilibrée avec 54,55% des enquêtés qui pensent la même chose que leurs prédécesseurs.

2.3. Cohabitation entre les langues nationales et le français

Concernant la place à accorder au français dans le cadre de la quête de souveraineté nationale, les données recueillies relèvent les tendances suivantes :

Tableau 4: Avis sur la cohabitation entre le français et les langues.

	Français +LN	LN	Total
Activistes	2	6	8
Etudiants	10	1	11
Acteurs du secteur informel	8	3	11
Fonctionnaires	6	4	10
Total	26	14	40

Source : données issues des entretiens.

Pendant que les activistes militent en majorité (75%) pour une utilisation exclusive des langues nationales, les autres avec à leur tête les étudiants (90,91%) suivis des acteurs du secteur informel (72,73%) et enfin des fonctionnaires (60%) préconisent une occupation partagée de l'espace entre le français et les langues nationales.

2.4. Contribution des langues nationales à la souveraineté du pays

Sur la contribution des langues nationales au développement du pays, nous avons demandé à la cible de répondre à la question en la situant respectivement sur les plans économique, éducatif, culturel, administratif et sur toute autre dimension qui pourrait favoriser l'essor du pays.

Tableau 5: contribution des langues nationales au développement du Burkina Faso.

	Réponses précises	Autres	% réponses précises	% autres
Activistes	6	2	75	25
Etudiants	4	7	36,36	63,64
Acteurs du secteur informel	3	8	27,27	72,73
Fonctionnaires	4	6	40	60
Total	17	23	42,5	57,5

Source : données issues des entretiens.

A cette question, seuls les activistes (75%) ont donné une réponse précise tandis que les autres sont restés vagues.

3. Discussion

Depuis les indépendances, la problématique de l'aménagement linguistique au Burkina Faso a de tous les temps été une question centrale dans les milieux sociopolitique et institutionnel. Ainsi, l'on a observé une succession d'initiatives toujours dans le but de favoriser le plein épanouissement des langues nationales. Cependant, les résultats jusqu'à là engrangés restent mitigés.

Pour déterminer le contexte linguistique du pays au stade actuel de son évolution, nous allons dans la partie discussion opposer les résultats aux objectifs de la recherche.

3.1. Lien évident entre la souveraineté d'un pays et la langue officielle utilisée

Les masses populaires établissent un lien évident entre la politique linguistique d'un pays et sa souveraineté. De leur opinion, il ressort avec clarté que l'adoption d'une langue endogène comme langue officielle constitue un puissant levier pour atteindre l'autodétermination. A l'inverse, le recours à une langue étrangère pour ce même statut est perçu comme un facteur qui perpétue la dépendance dans tous les secteurs de la vie nationale.

Cette vision cadre avec la politique linguistique des nouvelles autorités du pays (Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) 2)¹. Celles-ci ont depuis le 30 septembre 2022, posé les bases politiques et institutionnelles favorables à la promotion des langues nationales. En effet, les textes juridiques qui, jusqu'à cette date restaient vagues sur la question, sont devenus plus précis. Ainsi,

¹ Le MPSR 2 est un pouvoir militaire à vocation révolutionnaire arrivé au pouvoir le 30 septembre 2022 après la chute du MPSR 1 qui avait pris le pouvoir le 24 janvier de la même année.



dans le décret n° 2024-0040/PRES-TRANS promulguant la loi constitutionnelle n°045-2023/ALT du 30 décembre 2023 portant révision de la constitution on peut lire :

Article 1 :

La constitution est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Article 35 :

La langue officielle est le français.

La loi fixe les modalités de promotion et d'officialisation des langues nationales.

Lire :

Article 35 :

Les langues nationales officialisées par la loi sont les langues officielles du Burkina Faso.

La loi fixe les conditions de promotion et d'officialisation des langues nationales.

L'anglais et le français sont des langues de travail.

3.2. Une opinion publique entre conviction affichée et une justification fragile de la valorisation des langues nationales

Les résultats de l'étude démontrent, une volonté marquée de remplacer le français par les langues nationales dans les fonctions officielles. En effet, cette orientation apparaît profondément ancrée au sein des masses populaires qui sont résolument engagés à tourner la page de l'héritage linguistique. Cependant, force est de constater que les arguments avancés dépassent rarement le seuil de considérations superficielles.

Les raisons qu'elles avancent pour justifier leur position relèvent surtout d'une logique sentimentale ou symbolique. Celles-ci découlent d'abord du ressenti vis-à-vis de la politique » française qui s'est développée cette dernière décennie comme le rapportent ces propos : « le français est d'origine française », « la langue française est une langue de colonisation », « l'utilisation de nos langues montre que nous sommes souverains », « le français contribue à faire disparaître nos langues nationales ».

Elles découlent également de l'envie de s'affirmer et surtout de prendre sa revanche sur le colonisateur. Les propos tels que « elle détermine l'appartenance d'un pays », « en laissant leur langue on leur confirme notre volonté de conquérir notre souveraineté totale » et « donner une leçon au colonisateur » témoignent clairement de cette volonté.

Enfin elles émanent de la volonté de sauver et de valoriser toutes les richesses endogènes notamment, le patrimoine linguistique. Dans cette perspective, plusieurs cibles diront de la langue française que : « elle occasionne la disparition des langues nationales » et « elle nous vole notre face ».

Perçue ainsi, cette posture est très limitative des attributs émancipateurs que de multiples sources de références reconnaissent aux langues nationales. UNESCO, (2008, p.12) par exemple atteste qu'elles représentent « un domaine privilégié non seulement

pour l'action culturelle mais aussi interdisciplinaire et intersectorielle au regard des défis essentiels de l'humanité que sont la lutte contre la pauvreté et les maladies, l'éducation, le développement, le respect des droits fondamentaux ».

3.3. Une vision mitigée de la cohabitation entre les langues nationales et les langues étrangères

Bien que tout le monde s'accorde sur la nécessité de valoriser le patrimoine linguistique nationale, les avis restent cependant divergents quant aux rapports qu'il faut établir entre les langues nationales et le français dans l'espace public.

Il apparaît dans la plupart des cas, un grand contraste entre la volonté affirmée de rompre avec le français et l'implication effective dans la mise en œuvre de cette innovation. Ainsi, deux options se présentent ; celle de l'abandon complet et immédiat du français et celle de sa cohabitation avec les langues nationales. Dans chacun des cas, c'est l'intérêt spécifique de chaque milieu qui apparaît comme le principal facteur qui sous-tend le choix de l'une des options.

Les activistes² dont la principale mission est la lutte pour la souveraineté totale du pays militent pour la substitution immédiate et complète du français par les langues nationales. Ces propos « *il faut qu'on laisse la langue du colonisateur même si on va souffrir* » et « *quelque soient les problèmes qui vont arriver, on doit abandonner le français qui est la langue de celui qui nous exploite depuis longtemps* » témoignent de leur détermination à rompre définitivement avec l'usage de cette langue.

Les fonctionnaires et les étudiants pour lesquels le français est respectivement un outil de travail et d'étude, proposent un modèle de cohabitation linguistique avec en perspective pour autant ou plus de place pour les langues nationales. Pour soutenir cette position, un fonctionnaire dira que « *la maîtrise d'une langue quelle qu'elle soit est un plus* » et un étudiant renchérit que « *le français donne accès à des savoirs qui ne sont pas disponibles dans nos langues* ».

Enfin, les acteurs du secteur informel qui côtoient d'autres nationalités lors des voyages d'affaires et dans le cadre de leurs activités, souhaitent une coexistence équilibrée entre les différentes langues. Ce mot d'un commerçant « *maîtriser seulement nos langues ne va pas faciliter nos activités car ce n'est pas tous nos acheteurs qui parlent nos langues et les pays où on va prendre nos marchandises les gens avec lesquels on travaille ne parlent pas du tout nos langues* » illustre bien cette idée.

3.4. Une perception brouillée sur la contribution des langues nationales au développement du pays

S'il revient sans aucune ambiguïté que le développement du Burkina Faso passe nécessairement par la valorisation de ses langues nationales, les modalités pratiques de leur contribution à cet idéal restent par contre floues. En effet, les rares arguments

² Les activistes connus sous le nom de « wayiyan » se positionnent comme les gardiens de la révolution pour laquelle ils assurent au quotidien une veille citoyenne, dénoncent les dérives, interpellent les autorités et proposent des solutions.



fournis témoignent d'une perception limitée de l'articulation qu'il y a entre les deux éléments.

Ainsi, sur le plan économique, les répondants ayant pu s'exprimer argumentent que « *les langues nationales apportent des devises* » et « *elles facilitent le commerce* ».

D'un point de vue culturel ils soutiennent que « *les langues nationales révèlent notre culture* » et « *elles permettent de mieux comprendre la culture* ».

Dans le domaine administratif le principal argument formulé repose sur l'idée que « *l'utilisation des langues nationales nous montre que l'administration peut fonctionner sans le français* » reste le principal argumentaire fournis par quelques enquêtés.

Enfin, s'agissant du domaine éducatif ce sont les termes « *les langues nationales renseignent la génération future sur la souveraineté* » et « *elles servent à enseigner nos enfants et à les rassurer de notre souveraineté* » sont les justificatifs fournis par la cible de l'étude. Toutefois, la réponse « *les langues nationales facilitent l'apprentissage des élèves* » fournie également par plusieurs participants atteste d'une compréhension plus affinée de la contribution des langues nationales à l'émancipation du système éducatif.

Conclusion

La dynamique actuelle au Burkina Faso offre une opportunité unique de réaliser un renouveau linguistique du pays. Les résultats de l'étude montrent en effet, qu'il y a une parfaite harmonie entre les aspirations des populations et la vision du politique sur la question de l'aménagement linguistique. Toutes ces parties prenantes sont d'avis qu'il faut remplacer le français langue du colonisateur par les langues nationales dans les fonctions officielles.

Cependant, les masses populaires ne semblent pas suffisamment informées tant de la plus-value que des contraintes d'une telle innovation. Les arguments qu'elles avancent pour soutenir leur prise de position traduisent surtout un désir de rupture et de revanche envers le colonisateur.

Alors, la mise en œuvre de cette initiative devrait bénéficier en amont d'un travail de sensibilisation visant à informer les populations sur les enjeux qu'elle comporte. Dans ce cadre, d'autres réflexions visant à produire de connaissance utile à cette préparation seraient appropriées.

Références bibliographiques

- Décret n° 2024-0040/PRES-TRANS promulguant la loi constitutionnelle n°045-2023/ALT du 30 décembre 2023 portant révision de la constitution.
- Grandguillaume, G. (2004). *La Francophonie en Algérie*. Hermès, La Revue, (40), 2004/3.
- Koffi, Y. (2024). *La place des langues natives dans les politiques souverainistes africaines de l'espace francophone*. Linguistique Hispanique, DEILA, UFHB d'Abidjan.
- Laroque, L., & Raulet-Marcel, C. (2017). Littérature et valeurs. *Le Français Aujourd'hui*, (197), 5-14.
- Napon, A. (2006). Le rôle des langues nationales dans la promotion de la culture burkinabè. *Revue du CAMES : Nouvelle Série B*. Vol.007 (1)
- Ratsimandrava, J., Ramavonirina, O., Ramahatra, R., Ravahiny, O., Rabenoro, I., Rajaonarivo, S., ... & Ramasomanana, R. (2005, décembre 25). *Aménagement linguistique et diversité*. Coédité par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie et la Communauté française de Belgique. Disponible sur le site web du Rifal : www.rifal.org.
- Rollo, A. (2020). L'utilisation du français comme langue officielle : entre oppression et émancipation. *Titre de la revue ou publication*.
- Sawadogo, A. J., & Palé, L. (n.d.). *Place et rôle des langues nationales dans les médias au Burkina Faso*. Université Joseph Ki-Zerbo.
- Sawadogo, G. (2004). Les langues nationales à l'école burkinabé : enjeux d'une innovation pédagogique majeure. *Repères, recherches en didactique du français langue maternelle*, (29), Français et langues étrangères et régionales à l'école. Quelles interactions ? 251-260.
- Tost Planet, M. A. (2019). Intercompréhension entre langues apparentées : un outil fiable pour l'enseignement plurilingue. *Langues & Parole*, (4), 7-14.
- UNESCO. (2008). *Les langues : entre patrimoine et développement*. Éditions UNESCO et Blackwell Publishing Ltd, Vol. 60, n°3 (No. 239), septembre 2008. ISSN 1020-2226.
- Youl, P. S. I. R. (n.d.). *Les plans de développement de 2000 à 2020 et la question des langues nationales au Burkina Faso*. INSS/CNRST, Burkina Faso.